



24 HEURES AVEC...

Repères

Service public de proximité, les missions locales sont dédiées aux jeunes de 16 à 25 ans. On en dénombre 436 sur tout le territoire, réparties sur 6 800 sites. Les 13 000 salariés accompagnent chaque année plus d'un million de jeunes. Selon le collectif CGT des missions locales, 30% des 16-25 ans ont renoncé à l'accès aux soins lors de la crise du Covid, faute de moyens. Un jeune sur six, au cours de cette période, a également arrêté ses études. ■



8 heures Arrivée de Géraldine à la mission locale, où elle travaille depuis dix-huit ans.



9 h 05 « Avec le confinement, les demandes auprès de la psychologue ont explosé », confie la conseillère.



« Beaucoup de gens comparent, à tort, les missions locales à un Pôle emploi pour les 16-25 ans. Mon objectif lorsque je les reçois est d'abord de les placer dans une situation favorable, avant de passer à la recherche d'un emploi ou d'une formation. »



13 heures Retour de déjeuner. « Ce qui nous manque le plus ? Des temps de réunion pour échanger sur nos pratiques. »



16 h 30 Huit entretiens aujourd'hui. Chacun sera résumé en 255 signes, maximum.

Géraldine Thomas

Conseillère en mission locale. Son troisième cycle en économie aurait pu la mener vers le secteur bancaire ou la finance. Elle a préféré se consacrer à l'insertion professionnelle des 16-25 ans.



L'approche des missions locales est globale. Elle vise à faciliter l'accès à l'emploi et à l'autonomie, à travers la recherche d'un stage, d'un logement, l'allocation d'aides financières...

Géraldine Thomas

Ce matin encore, l'espace « accueil » de la mission locale de Dijon (Côte-d'Or) restera fermé. « D'ordinaire, les jeunes viennent faire leurs recherches sur Internet, se faire aider dans la rédaction de leur CV ou participer à des ateliers collectifs. Avec la crise sanitaire, on a réduit l'activité aux entretiens. » Un carnet posé devant elle, Géraldine entre dans l'intranet les notes prises la veille lors d'une réunion avec les partenaires logement de la mission locale. Il est 8h30. Hugo*, skateboard sous le bras, entre dans le box qui sert de bureau à Géraldine. Un écran en Plexiglas sépare la conseillère du garçon de 16 ans et demi. En contrat d'apprentissage, il arrête la cuisine, « dégoûté par les conditions de travail », pour la boucherie ou bien la charcuterie. Il a déjà envoyé des

candidatures spontanées. « N'hésitez pas à les relancer. Vous voulez qu'on regarde votre CV ? » demande Géraldine. Le téléphone sonne. « Oui, j'ai répondu à votre mail. J'ai fait une demande de 150 euros que vous devriez recevoir entre le 10 et le 15 mai. » 11 heures. Alice*, les cheveux teints en rouge, se présente. « Ça va depuis la dernière fois ? – Je fais ce que je peux, répond la jeune fille. J'ai eu du travail pendant cinq semaines. – Comment ça s'est passé ? – J'ai fait une dépression. » Un court silence, puis Alice reprend : « Mon dossier d'allocation adulte handicapé n'est toujours pas passé en commission... – Je vais essayer de voir où ça bloque », promet la conseillère en orientation. Géraldine travaille depuis dix-huit ans à la mission locale. « J'arrivais de Pôle emploi, où j'avais enchaîné deux CDD.

Je connaissais un peu le marché de l'emploi, mais je n'avais aucune expérience du public jeune. À la fac, je n'ai pas fait d'études dans le social ou en psychologie du travail comme la plupart de mes collègues, mais de l'économie. » Très vite, il lui a fallu se familiariser avec des secteurs aussi vastes que le logement ou la formation, également avec les dispositifs d'accompagnement, nombreux. Et puis les injonctions, celles de l'État (qui finance les missions locales avec les communes, les régions et les départements), changeantes au gré des pouvoirs, les objectifs chiffrés dans « un métier où l'humain et l'écoute prévalent ». « Les jeunes que nous recevons sont souvent sortis du système scolaire sans diplôme, dans une situation difficile au plan familial, et donc davantage exposés à la précarité. Se

limiter à répondre à des questions sur la formation et l'emploi ne suffit pas. Il y a souvent d'autres problèmes à régler avant, liés au logement, à la santé, à la mobilité... » De retour de la pause déjeuner, Géraldine se plonge dans ses mails et les tâches administratives « de plus en plus chronophages ». Mais, déjà, arrive Cyril*, son cinquième entretien de la journée. La mère n'en peut plus de voir son fils de 19 ans enfermé dans sa chambre, à jouer sur sa console. Un an que ça dure. Elle voudrait qu'il signe un contrat d'accompagnement vers l'emploi de deux ans. « Les jeunes viennent vers nous, mais rien ne les y oblige. Le plus compliqué est de trouver quelque chose qui fasse sens pour eux, sinon on les perd. » ■

JEAN-PHILIPPE JOSEPH Photos : Arnaud Finistre

* Les prénoms ont été changés